



## **DECLARATION LIMINAIRE**

### **CDAS des Bouches du Rhône du 3 avril 2017**

Monsieur le Président,

La volonté claire de ce gouvernement est de supprimer l'action sociale spécifique de notre ministère et de fondre le budget de l'action sociale des Finances dans celui de la fonction publique d'Etat. Le Secrétariat général ne défend pas les fonctionnaires du ministère des Finances : dans ces conditions, nous risquons de perdre les avantages âprement acquis lors des événements de 1989. La situation est désormais très préoccupante.

Pour la troisième année consécutive, le crédit d'actions locales alloué à notre département diminue. Ainsi les crédits d'actions locales sont passés de 127.044 € en 2015 à 114.657 € en 2017, il devient ainsi de plus en plus difficile de maintenir les actions nécessaires ou en développer de nouvelles.

En conséquence, Solidaires Finances remercie les recherches effectuées par la Délégation pour proposer de nouvelles pistes d'économie à service rendu identique.

Par ailleurs, depuis 2014, date de son intégration dans le budget local, les dépenses des coins-repas deviennent une source d'arbitrages sans fin et ubuesque afin de contenir le budget alloué. Nous n'avons aucun moyen de contrôle quant à la légitimité des demandes ce qui crée des inégalités. Solidaires s'étonne du manque de documents préparatoires et dénonce l'arrivée tardive de la présentation de la circulaire du service social (le 30 mars pour le CDAS du 3 avril). Nous vous rappelons que les documents doivent être transmis 15 jours avant la tenue de la réunion. Dans le futur, si le délai n'est pas respecté, nous demanderons le retrait du sujet liés aux documents transmis en retard.

La mise en place de la carte Apetiz pose problème sur de nombreux sites. Des difficultés de connexion sont recensées. De nombreux restaurateurs ne souhaitent pas utiliser cette carte en raison des coûts de gestion trop importants, d'autres n'ont pas encore fait le nécessaire. En l'état, cette carte ne répond ni à son objectif, ni aux besoins des agents. Nous vous rappelons l'engagement de la société ayant remporté le marché du maintien de service rendu. Pour Solidaires il est plus qu'urgent de faire remonter les difficultés rencontrées par les agents et d'y apporter des solutions.

Solidaires n'a toujours pas eu de réponse sur la formation effective des représentants du personnel en CDAS. Comme Anne, Solidaires attend et ne voit rien venir ! Nous vous rappelons que la formation des membres du CDAS était prévue dans la note d'orientation de l'année 2015 rédigée le 18 décembre 2014. Il serait opportun de relancer le Secrétariat Général pour connaître les dates retenues pour l'année 2017. **C'est désormais une exigence !**

Solidaires formule ses vœux de réussite à la nouvelle déléguée et s'interroge sur les dates



de recrutement d'un nouvel assistant de délégation pour la remplacer. Les moyens financiers, humains, l'organisation ministérielle départementale et de proximité doivent être renforcés et pérennisés et ne pas souffrir de cette réorganisation

In fine, Solidaires Finances rappelle que l'action sociale a pour rôle d'offrir à tous les agents publics la possibilité de mieux vivre au quotidien leur vie professionnelle et familiale, d'accéder aux loisirs et à la culture, de contribuer à aider chaque agent à construire l'avenir de ses enfants et de permettre à chaque pensionné d'envisager sereinement leur vie de retraité. L'action sociale doit tenir compte de l'évolution des besoins de tous les agents et y répondre de mieux en mieux. Nous y veillerons encore et toujours.